

## **2** Tendances de l'investissement étranger et retombées sur le développement durable

---

Ce chapitre porte sur les tendances de l'investissement étranger dans les huit économies du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord examinées dans le présent rapport, notamment sur les principaux pays partenaires et sur les pays et secteurs qui attirent le plus d'investissements sur site vierge (greenfield investments). Il analyse également, à partir des indicateurs de qualité de l'IDE définis par l'OCDE, les retombées de l'IDE sur le développement, en particulier son impact sur la productivité, l'emploi, les compétences, l'égalité entre hommes et femmes et l'empreinte carbone.

---

## Résumé

Les huit économies du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) étudiées dans le présent rapport (ci-après désignées « économies cibles » ou « économies examinées ») disposent des marchés, des ressources et du capital humain nécessaires pour attirer d'importants volumes d'investissement direct étranger (IDE). Pourtant, elles n'ont pas réussi autant que d'autres économies émergentes et en développement à attirer les investisseurs ou à exploiter l'investissement pour atteindre leurs objectifs socio-économiques. Une dépendance à l'égard de quelques secteurs d'activité, des périodes d'instabilité politique, des problèmes économiques et une situation difficile du marché du travail ont eu et continuent d'avoir une incidence négative sur la croissance de l'économie et de l'investissement<sup>1</sup>. Toutefois, ces dernières années, la plupart des pays de la région ont engagé de vraies réformes pour améliorer le climat de l'investissement. Ces initiatives importantes sont examinées dans les chapitres suivants. Dans certains pays, ces réformes commencent déjà à porter leurs fruits, sous la forme d'une progression de l'investissement dans des secteurs où il peut stimuler la création d'emplois, les exportations et la productivité et d'une diversification des pays d'origine de l'IDE. L'analyse des tendances récentes montre cependant que la région va être confrontée à plusieurs difficultés.

La crise sanitaire et économique provoquée par le coronavirus (Covid-19) a entraîné une forte baisse des flux d'IDE dans le monde entier. Au premier semestre 2020, les flux mondiaux ont chuté de 50 % par rapport aux six mois précédents (OCDE, 2020<sup>[1]</sup>). Les premières données connues mettent en évidence une lourde chute de l'investissement dans la région MENA. Au cours du premier semestre 2020, les investissements sur site vierge dans les huit économies cibles ont été inférieurs de 80 %, en total de la valeur annoncée, au niveau atteint au premier semestre 2019, soit un repli nettement supérieur à celui observé dans l'ensemble des pays émergents et en développement et dans la zone OCDE (base de données fDi Markets du Financial Times). La pandémie et les perturbations qu'elle a entraînées dans les chaînes d'approvisionnement, la contraction de la demande et le pessimisme des acteurs économiques risquent de peser sur les flux mondiaux d'IDE jusqu'à fin 2021 au moins (OCDE, 2020<sup>[1]</sup>). La faiblesse de la demande et des prix du pétrole va être particulièrement pénalisante pour les pays de la région exportateurs d'énergie. Peut-être certains pays pourront-ils tirer parti des changements qui pourraient intervenir dans les chaînes d'approvisionnement mondiales dans le sillage de la crise ; certains ont commencé à essayer d'attirer les entreprises multinationales européennes en se présentant comme une alternative aux marchés du travail asiatiques. Plusieurs économies demeurent cependant dépendantes d'un petit nombre de pays d'origine, ce qui renforce encore leur vulnérabilité aux chocs extérieurs. En outre, la dégradation de la situation politique et sécuritaire dans certains pays pourrait aussi avoir une incidence négative sur les flux d'IDE entrants à court ou moyen terme.

Face aux problèmes que connaissent actuellement le monde et la région, il est plus important que jamais de renforcer les retombées positives de l'investissement. Les secteurs qui attirent le plus d'IDE dans la région – notamment l'immobilier, la construction, les mines et les combustibles – ne sont pas ceux qui contribuent le plus à la productivité, à l'emploi ou à la croissance verte. Près de 50 % des emplois créés par les IDE dans les huit économies examinées l'ont été dans le secteur manufacturier ; toutefois, bien que la tendance soit orientée à la hausse, ce secteur ne représente que 25 % du total des IDE, contre 40 % dans la plupart des économies de l'ASEAN (OCDE, 2018<sup>[2]</sup>). Dans la région MENA, les effets positifs de l'IDE sur la productivité, la situation du marché du travail et l'environnement ne se concrétisent pas toujours et pas toujours autant que ce que pourraient espérer les pays d'accueil. L'ampleur de ces effets varie d'un pays à l'autre, ce qui montre que les politiques et le contexte économique locaux exercent une influence décisive sur les retombées de l'IDE sur le développement durable.

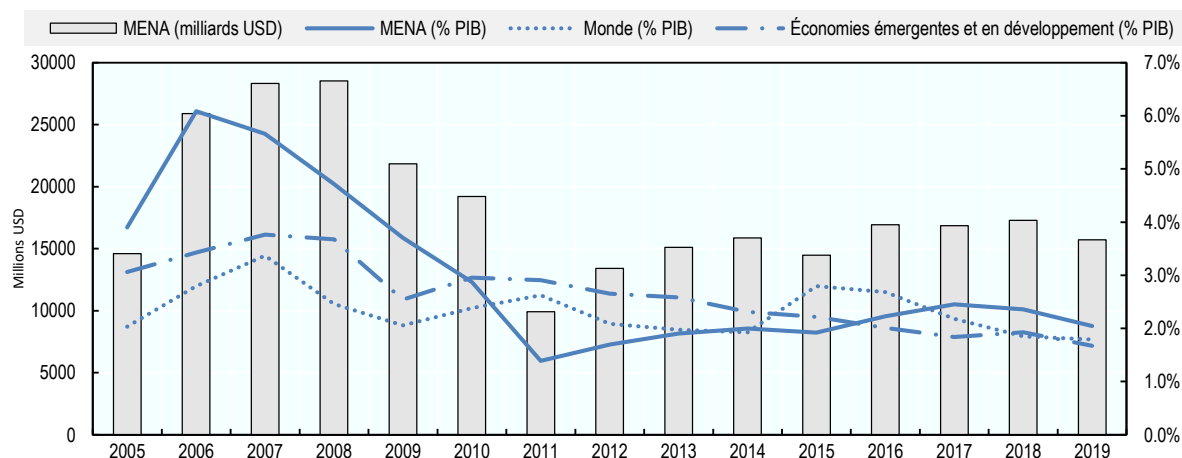
## Les tendances en matière d'investissement laissent augurer des difficultés

### L'IDE dans les économies MENA demeure inférieur à son niveau potentiel

Avant la pandémie, le niveau d'investissement dans les huit économies cibles examinées stagnait. L'investissement moyen n'avait pas retrouvé le niveau auquel il s'établissait avant la crise financière mondiale de 2008 et les printemps arabes de 2010-11 (Graphique 2.1). Après avoir été faibles en 2011, les entrées d'IDE ont progressé, si bien qu'en 2014, les performances de l'IDE étaient relativement bonnes compte tenu de la taille de l'économie régionale. Elles ont cependant ensuite atteint un plateau et ont légèrement régressé, ce qui reflète le recul global de l'IDE observé au niveau mondial ces dernières années. En 2018, les entrées d'IDE dans les huit économies examinées n'ont représenté que la moitié du niveau enregistré dix ans plus tôt. Certains pays se démarquent cependant dans le bon sens : c'est le cas du Maroc, où l'IDE entrant a été plus élevé en 2019 qu'en 2008, et de l'Égypte, où il a connu une hausse constante jusqu'en 2016. Il n'en reste pas moins que durant les années qui ont précédé la pandémie, l'IDE connaissait une stagnation dans la plupart des pays de la région, diminuait ou, dans le cas de la Libye, était à l'arrêt.

### Graphique 2.1. Flux d'IDE entrants dans la région MENA : tendances et performances

Flux d'IDE entrants accueillis par la région MENA en millions USD (axe de gauche) ; flux d'IDE entrants en pourcentage du PIB (axe de droite)

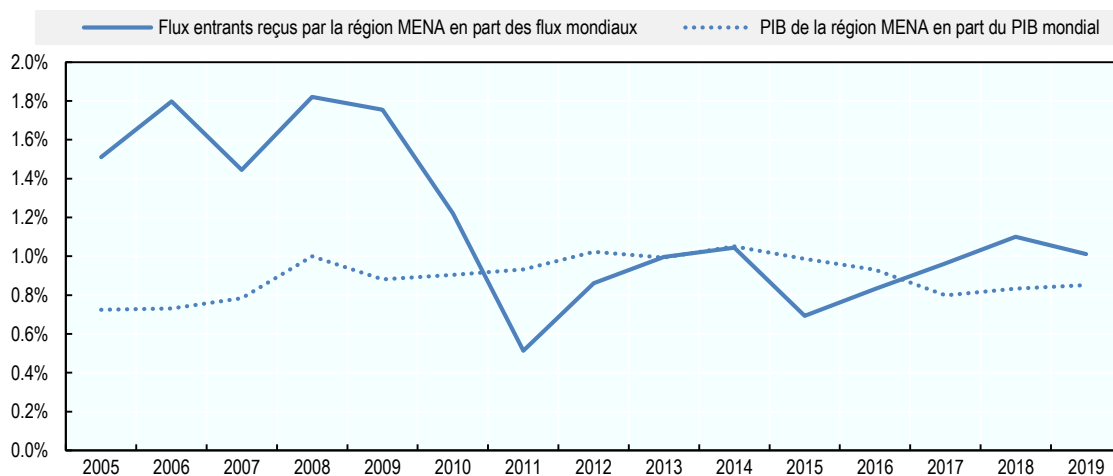


Note : Données relatives aux huit économies couvertes par le rapport. Les entrées d'IDE dans la région MENA en pourcentage du PIB s'entendent hors Autorité palestinienne.

Source : Base de données du FMI sur la balance des paiements, base de données du FMI sur les perspectives de l'économie mondiale et base de données de l'OCDE sur les statistiques de l'IDE.

Dans le sillage de la crise financière de 2008, la concurrence mondiale pour attirer l'investissement a été vive, en particulier entre les économies en développement. La région MENA est restée une destination marginale de l'IDE (Graphique 2.2). En 2019, les flux d'investissements étrangers dans les huit économies examinées ont représenté moins de 1 % des flux mondiaux d'IDE entrants. À titre de comparaison, en 2018, les pays de l'ASEAN ont reçu 11 % de ces flux mondiaux et ceux d'Amérique latine et des Caraïbes également<sup>2</sup>. Néanmoins, pour la région MENA, il s'agissait du chiffre le plus élevé enregistré depuis près d'une décennie, et au cours des années récentes, les économies étudiées ont attiré une part plus importante de l'IDE par rapport à leur poids dans l'économie mondiale.

## Graphique 2.2. Capacité de la région MENA à attirer l'IDE par rapport au reste du monde

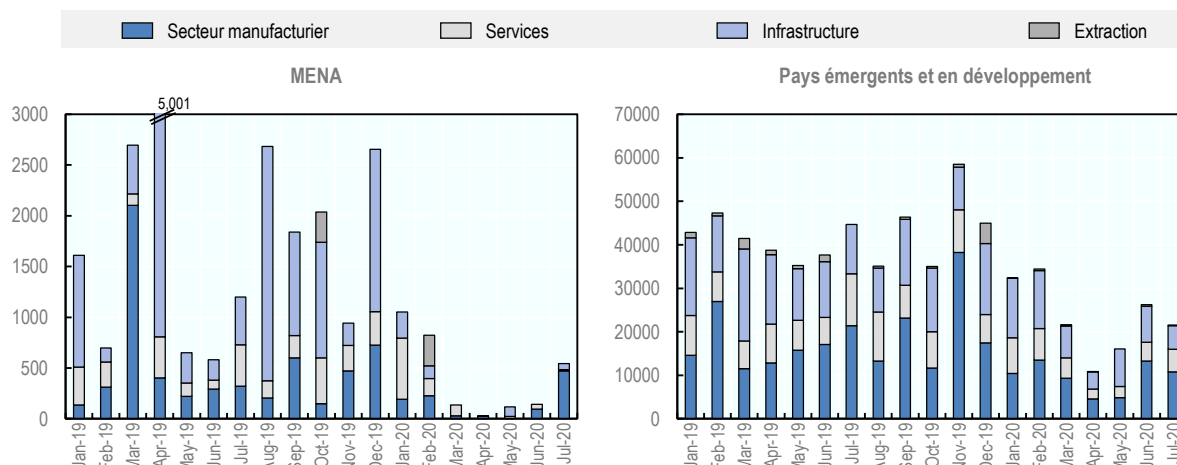


Note : PIB de la région MENA en part du PIB mondial pour les huit économies étudiées, hors Autorité palestinienne.

Source : Base de données du FMI sur la balance des paiements, base de données du FMI sur les perspectives de l'économie mondiale (PIB) et base de données de l'OCDE sur les statistiques de l'IDE.

## Graphique 2.3 . Effet du Covid-19 sur l'IDE *greenfield*

Dépenses d'investissement annoncées, en millions USD



Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir de la base de données fDi Markets du Financial Times, chiffres au 10 septembre 2020.

Les entrées d'IDE ont fortement chuté dans la région MENA comme dans le reste du monde à la suite de la pandémie de COVID-19, ainsi que de la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales, de la contraction de la demande et du pessimisme des acteurs économiques qu'elle a entraînés. Au début de la pandémie, l'OCDE pronostiquait une diminution de 40 % des flux mondiaux d'IDE en 2020 dans son scénario le plus pessimiste, mais la chute pourrait se révéler plus forte encore parce que les projets d'investissements nouveaux et les résultats des entreprises multinationales sont en berne (OCDE, 2020<sup>[1]</sup>). Les investissements *greenfield* – qui représentent le principal mode d'entrée de l'IDE dans la plupart des économies MENA examinées – ont été durement touchés. Les premières données montrent que les dépenses d'investissement au titre des projets *greenfield* déjà annoncés ont chuté de 80 % dans les huit

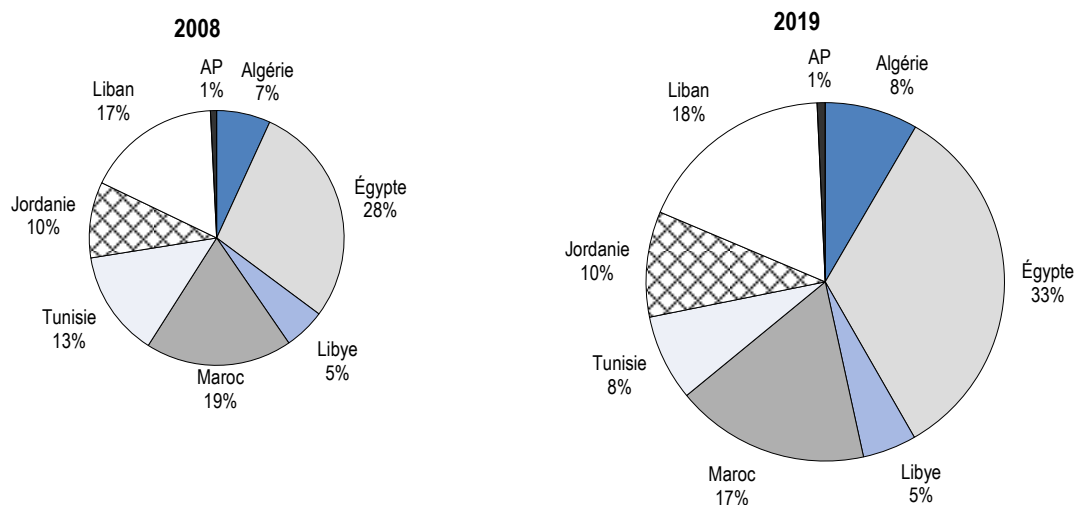
économies au cours du premier semestre 2020 comparativement au premier semestre 2019 (Graphique 2.3 ), soit une baisse nettement plus marquée que celle observée dans les pays émergents et en développement dans leur ensemble et dans la zone OCDE, où la baisse s'est établie à respectivement 42 % et 17 %.

### ***Certaines économies cibles de la région MENA ont fait preuve d'une plus grande résilience aux chocs économiques que d'autres***

Malgré la stagnation ou le recul des flux d'IDE, le stock d'IDE entrants a progressé de 80 % dans la région entre 2008 et 2019, soit une hausse similaire à celle observée dans les pays de l'UE mais inférieure à la moitié de la hausse moyenne constatée dans les pays en développement dans leur ensemble (CNUCED, 2020<sup>[3]</sup>). La part des stocks d'IDE entrants de chaque pays depuis le pic de 2008 a peu évolué ; la Tunisie, dont la part dans le stock régional d'IDE a sensiblement diminué, fait cependant exception (Graphique 2.4). Elle est le seul pays de la région à avoir vu ce stock baisser après le printemps arabe et les changements politiques qui ont suivi. L'Égypte, qui est la première des huit économies examinées en termes de PIB et de population, est aussi le pays qui a toujours attiré le plus d'investissements étrangers et elle détenait un tiers du stock total d'IDE de la région en 2019. Viennent ensuite le Maroc et le Liban, qui détiennent chacun tout près d'un cinquième de ce stock.

### **Graphique 2.4. Évolution de la répartition du stock d'IDE dans les économies MENA examinées**

Part du stock d'IDE entrants à destination des huit économies cibles



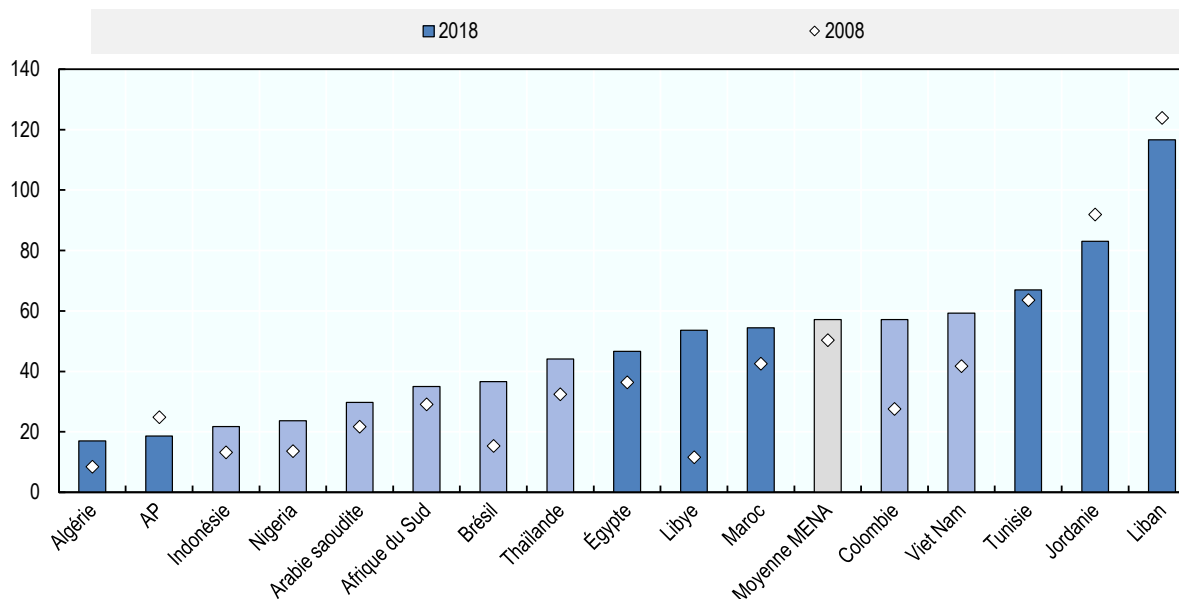
Note : Le graphique n'est pas à l'échelle. En 2019, le stock d'IDE entrants s'établissait à un niveau 1.8 fois supérieur à ce qu'il était en 2008.  
A.P. : Autorité palestinienne.  
Source : Statistiques de la CNUCED.

La part du stock d'IDE détenu par une économie par rapport aux pays voisins est une indication de sa capacité à attirer les investissements. Cette attractivité relative pourrait cependant s'expliquer par des facteurs locaux, par exemple la taille du marché et la présence de ressources naturelles. La part de l'IDE par rapport à la taille du marché intérieur est un indice plus fiable de l'attractivité du pays pour les investisseurs et de l'importance de l'IDE pour l'économie. Dans les huit économies cibles, le ratio qui rapporte l'IDE au PIB est plutôt élevé par rapport à celui d'autres économies émergentes et à la moyenne obtenue pour les pays de l'OCDE et les pays du G20 (Graphique 2.5) (OCDE, 2020<sup>[4]</sup>). Cette situation s'explique en partie par la performance du Liban, où l'investissement dans les secteurs immobilier et

financier a permis que le stock d'IDE représente 116 % du PIB en 2019. L'Algérie, l'Égypte, la Libye, le Maroc et la Tunisie ont vu l'IDE progresser par rapport à la taille de leur économie ces dix dernières années, tandis que la Jordanie, le Liban et l'Autorité palestinienne l'ont vu régresser. Toutefois, en Libye, la croissance du stock d'IDE en pourcentage du PIB s'explique beaucoup plus par la chute du PIB consécutive au début du conflit armé, en 2010, que par une hausse de l'IDE.

### Graphique 2.5. Importance de l'IDE par rapport au PIB dans les économies MENA examinées et dans d'autres économies

Stock d'IDE entrants en pourcentage du PIB



Source : Statistiques de la CNUCED.

### **L'IDE destiné aux économies MENA provient essentiellement des pays du Golfe et de manière croissante de la région Asie-Pacifique**

Les économies de la région MENA n'établissent pas toutes des statistiques ventilant les entrées d'IDE par pays partenaire, et celles qui le font n'emploient pas toujours la même méthodologie et ne se conforment pas toutes autant aux lignes directrices internationales (encadré 2.1). Il existe souvent des différences au niveau de la définition, de la couverture et des méthodes d'estimation employées pour établir ces statistiques<sup>3</sup>. En l'absence de statistiques officielles complètes et comparables sur les flux d'IDE bilatéraux et sectoriels, les données relatives aux projets d'investissements *greenfield* peuvent aider à effectuer une comparaison pour les huit économies examinées<sup>4</sup>. Les investissements *greenfield* constituent le principal mode d'entrée de l'IDE dans la plupart des pays de la région MENA comme dans beaucoup d'économies émergentes (Burger, Ianchovichina and Rijkers, 2013<sup>[5]</sup>). Les données sur ces projets donnent aussi une idée de la croissance d'un secteur parce qu'elles rendent compte des investissements nouveaux ou d'extension par opposition à des opérations consistant en des changements de propriété ou en la fusion d'activités existantes.

### Encadré 2.1. Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux, 4<sup>e</sup> édition

Les investissements directs étrangers ou internationaux (IDE ou IDI) sont l'une des grandes catégories d'investissements incluses dans les statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale (PEG). Le FMI dans son Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale, sixième édition (le « MBP6 »), et l'OCDE dans sa Définition de référence des investissements directs internationaux, quatrième édition (la « BMD4 »), fixent les normes internationales pour la compilation des statistiques sur les IDE. La BMD4 est pleinement cohérente avec les recommandations du MBP6, mais fournit des indications plus détaillées pour l'établissement des statistiques sur les IDE, notamment pour la présentation des données ventilées par pays partenaire immédiat et par branche d'activité. Elle donne aussi des conseils pour établir des statistiques sur les IDE entrants qui permettront d'obtenir des indicateurs plus significatifs de l'investissement entrant, par exemple des statistiques sur les IDE entrants ventilées par pays investisseur ultime. Cette présentation renseigne sur le pays de l'investisseur qui exerce le contrôle ultime sur l'investissement. Elle met aussi en évidence le montant des investissements entrants qui résultent d'opérations circulaires – dans lesquelles des fonds précédemment sortis du pays reviennent dans l'économie sous la forme d'investissements directs.

Les statistiques sur les IDE établies sur la base des recommandations préconisées dans la BMD4 s'intègrent dans le référentiel plus large du Système de comptabilité nationale (SCN). Le SCN est un ensemble normatif internationalement accepté de recommandations pour la collecte des données de mesure de l'activité économique, telles que le produit intérieur brut (PIB), le produit national brut (PNB), les échanges commerciaux et les emprunts et les prêts internationaux.

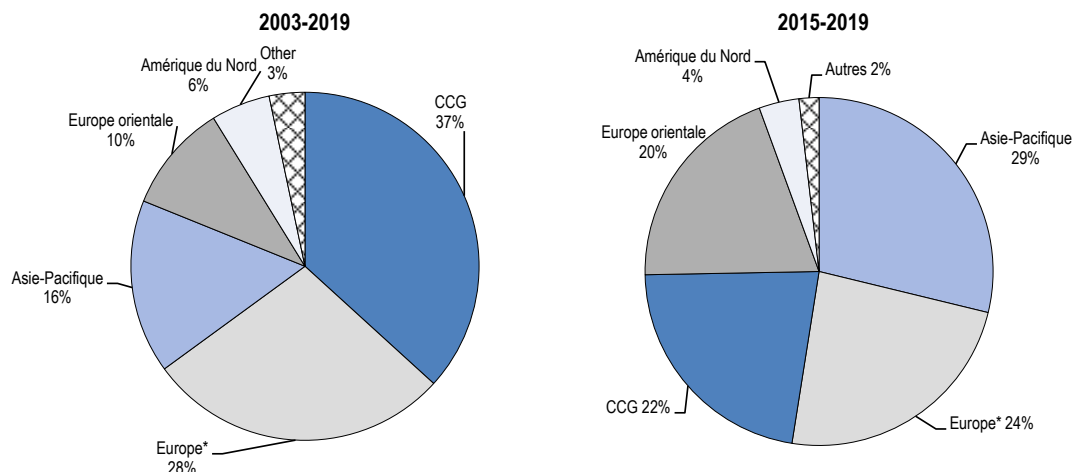
Les statistiques sur les IDE peuvent constituer une importante source d'informations pour l'évaluation de l'impact des réformes engagées afin d'améliorer le climat de l'investissement dans un pays. Pour aider les pouvoirs publics à prendre des décisions éclairées, l'OCDE a entrepris de conduire un examen des statistiques sur l'IDE dans quatre pays de la région MENA (Égypte, Jordanie, Maroc et Tunisie). Ces examens doivent permettre d'apprécier la conformité de ces statistiques aux lignes directrices internationales pour l'établissement des statistiques sur l'IDE, dont la BMD4 de l'OCDE, et de formuler des recommandations en vue de l'amélioration de ces statistiques. Ces examens peuvent être consultés à l'adresse suivante : <https://www.oecd.org/investment/foreign-direct-investment-statistics-review-series.htm>.

La plupart des investissements *greenfield* réalisés dans les huit économies cibles proviennent d'autres pays de la région MENA (Graphique 2.6). Durant la période 2003-19, 37 % d'entre eux ont été réalisés par des pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Au cours de la même période, l'Europe (Union européenne, Espace économique européen, Royaume-Uni et Suisse) a constitué la deuxième source régionale d'IDE *greenfield*, suivie par la région Asie-Pacifique et l'Europe orientale (en particulier la Russie et la Turquie). L'Amérique du Nord occupe une place beaucoup moins importante en tant que source d'investissement, même s'il est possible que certaines entreprises américaines investissent par l'intermédiaire de filiales implantées dans l'UE.

Les pays d'Asie de l'Est et du Sud ont davantage investi dans la région MENA ces cinq dernières années (Graphique 2.6, partie droite). Depuis 2015, les entreprises implantées en Asie ont plus investi dans les huit économies examinées que dans n'importe quelle autre région, même si ce constat s'explique en grande partie par un énorme projet d'investissement chinois en Égypte, en l'occurrence un accord de 2016 prévoyant un investissement de 20 milliards USD pour la construction d'une nouvelle capitale administrative <sup>5</sup>.

## Graphique 2.6. IDE *greenfield* à destination des économies MENA examinées, par région d'origine

En pourcentage du total des IDE *greenfield* annoncés au cours des périodes 2003-19 (gauche) et 2015-19 (droite)



Note : L'Europe\* englobe les pays de l'UE et de l'EEE, le Royaume-Uni et la Suisse. L'Europe orientale englobe la Russie, la Turquie, l'Ukraine et le Bélarus. La catégorie Autres englobe les pays de la région MENA non membres du CCG, l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes.

Source : Base de données fDi Markets du Financial Times.

Le niveau élevé des investissements *greenfield* venant de la région MENA contraste avec la faiblesse de l'intégration commerciale régionale. Dans les huit économies cibles, la part des échanges intrarégionaux de biens dans le total des échanges s'est établie à 4 % en 2017, soit une part sensiblement inférieure à celle constatée dans les communautés économiques régionales d'Afrique de l'Ouest (la part des échanges intrarégionaux entre les pays membres de la Communauté économique d'Afrique de l'Ouest s'établit à environ 9 %) et d'Asie du Sud-Est (la part des échanges intrarégionaux entre les pays de l'ASEAN s'établit à 23 % environ)<sup>6</sup>. Les restrictions aux échanges (barrières tarifaires et non tarifaires), la mauvaise qualité des infrastructures régionales et les relations géopolitiques sont autant de facteurs qui ont un effet négatif sur l'intégration commerciale (OCDE, 2018<sup>[6]</sup>), (Kireyev et al., 2019<sup>[7]</sup>). L'investissement intrarégional est certes plus dynamique, mais il concerne essentiellement le secteur des biens non échangeables et il est unidirectionnel. Les pays du Golfe investissent beaucoup dans les autres pays de la région MENA, mais les flux d'IDE entre économies MENA non membres du CCG sont marginaux, ne représentant que 1 % du total des investissements *greenfield* depuis 2003.

Les Émirats arabes unis sont le pays du CCG qui investit le plus dans les huit économies étudiées. Les entreprises émiraties ont été à l'origine de plus de la moitié des investissements provenant de la région MENA au cours de la période 2003-19. Viennent ensuite le Bahreïn, l'Arabie saoudite et le Qatar, qui sont chacun à l'origine de 10 % à 16 % des investissements *greenfield* réalisés par des pays de la région MENA au cours des 17 années étudiées. L'Arabie saoudite occupe cependant une place plus importante depuis quelques années : environ un tiers des investissements *greenfield* effectués par des pays de la région MENA ces cinq dernières années sont le fait d'entreprises implantées dans le Royaume. Cette évolution s'explique par les mesures prises par l'Arabie saoudite pour diversifier son économie afin de réduire la place des secteurs pétrolier et gazier, notamment pour investir dans son fonds souverain.

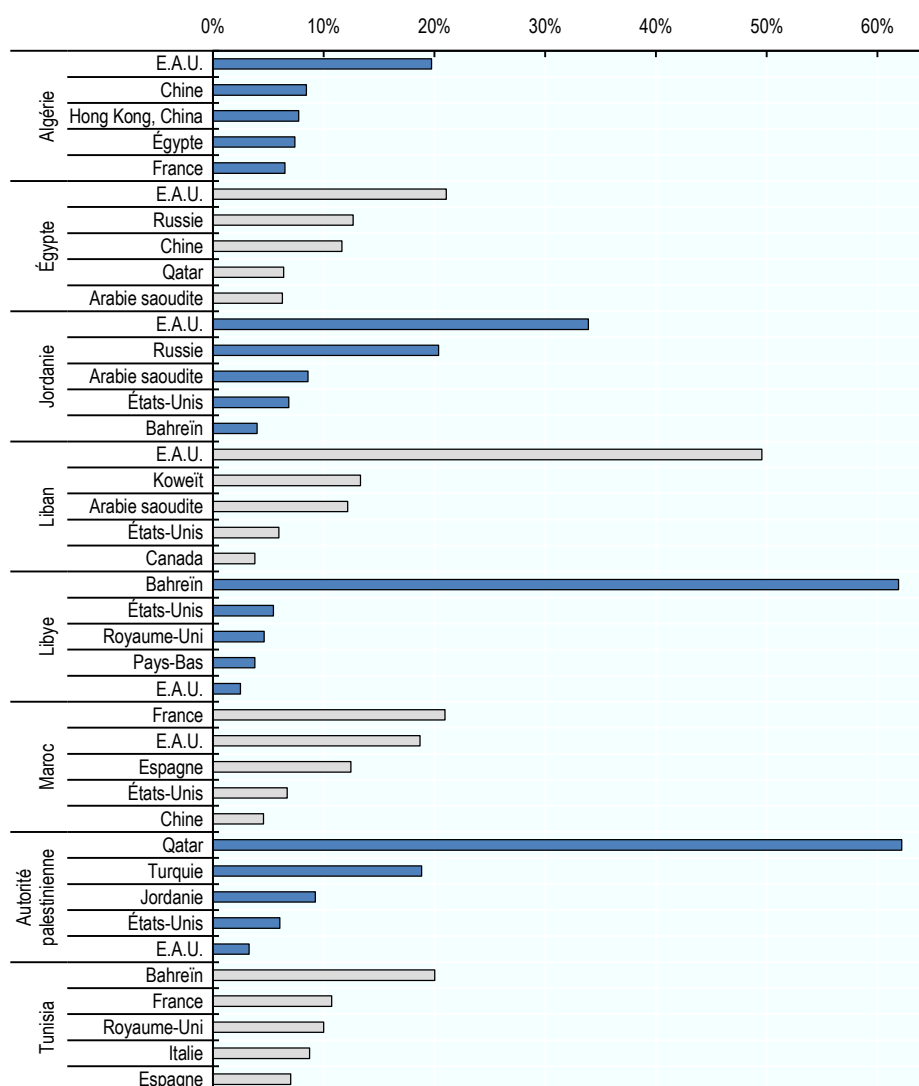
Les entreprises des pays du CCG ont principalement investi dans le secteur de l'immobilier et de la construction. Ainsi, près des deux tiers des investissements qu'elles ont réalisés dans les huit économies étudiées au cours de la période 2003-19 concernaient ce secteur, et 70 % des investissements effectués dans ce secteur provenaient d'entreprises du CCG. Les investisseurs d'Europe orientale ont eux aussi privilégié un secteur : près de 80 % de leurs investissements concernaient des projets dans le secteur des



mines et des combustibles. À l'inverse, les investissements provenant des régions Asie-Pacifique et Europe ont été un peu plus diversifiés : ils ont été orientés vers le secteur manufacturier, suivi de près par ceux de l'immobilier (investisseurs de la région Asie-Pacifique) et des mines et combustibles (investisseurs européens).

### Graphique 2.7. Cinq premiers investisseurs, par économie de la région MENA

En pourcentage du total des investissements *greenfield* annoncés au cours de la période 2003-19



Note : Les pays d'origine des investissements *greenfield* peuvent être sensiblement différents de ce qui ressort des positions bilatérales d'IDE établies par les banques centrales.

Source : Base de données fDi Markets du Financial Times.

En règle générale, les pays du Maghreb ont attiré davantage d'investissements européens que les autres économies MENA examinées ici, ce qui reflète les liens historiques et linguistiques de même que les réseaux commerciaux existant entre l'Europe et l'Afrique du Nord. La Tunisie est, des huit pays étudiés, celui qui dépend le plus d'investisseurs européens : ainsi, quatre des cinq principaux pays qui investissent en Tunisie (d'après les investissements *greenfield* annoncés depuis 2003) sont européens (Graphique

2.7). D'autres économies de la région se caractérisent plutôt par leur dépendance à l'égard d'un seul pays. Au Liban, en Libye et dans l'Autorité palestinienne, au moins la moitié des investissements *greenfield* annoncés depuis 2003 proviennent d'un même pays (respectivement les Émirats arabes unis, Bahreïn et le Qatar). Cette forte dépendance à l'égard d'une économie ou d'un petit groupe d'économies place le pays destinataire dans une position de vulnérabilité en cas d'évolution de la situation économique et géopolitique des pays d'origine.

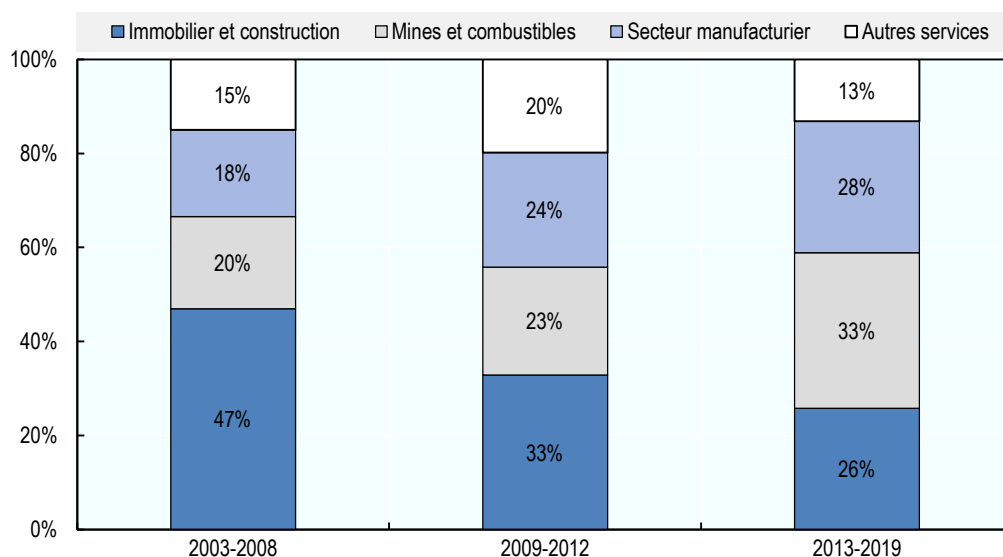
D'après les données relatives aux investissements *greenfield*, l'Algérie et le Maroc sont les économies les plus diversifiées en termes de pays d'origine des investissements, les cinq premiers investisseurs étant originaires de la région MENA, de la région Asie-Pacifique, d'Europe et, dans le cas du Maroc, d'Amérique du Nord. À noter qu'il peut y avoir une différence sensible avec les positions bilatérales en matière d'IDE établies par les banques centrales, celles-ci prenant en compte d'autres types d'IDE et les entrées historiques. Bien qu'elles ne permettent pas de faire des comparaisons entre pays parce que les méthodes de collecte utilisées diffèrent selon les pays, les données des banques centrales témoignent aussi d'une forte dépendance à l'égard d'investisseurs établis dans l'UE et dans les pays du Golfe.

***Le secteur des mines et des combustibles est celui qui a attiré le plus d'investissements greenfield ces dernières années, mais l'investissement dans le secteur manufacturier progresse***

Les IDE destinés à la région MENA sont de longue date concentrés dans un petit nombre de secteurs. Le secteur de l'immobilier et de la construction est celui qui a attiré le plus d'investissements *greenfield* dans les économies examinées, puisqu'il a été destinataire de plus d'un tiers du total des IDE *greenfield* annoncés entre 2003 et 2019. Vient ensuite le secteur des mines et des combustibles, qui a attiré environ un quart des IDE, tandis que le secteur manufacturier a attiré un peu moins d'un quart des investissements au cours de la même période. Le secteur des services, notamment les branches du transport et de l'entreposage, des services aux entreprises et du tourisme, a été destinataire de 15 % des investissements *greenfield* annoncés. À titre de comparaison, environ 40 % des IDE *greenfield* dans les pays de l'ASEAN concernent le secteur manufacturier et 40 % celui des services (hors Singapour et la Malaisie (OCDE, 2018<sub>[2]</sub>))<sup>7</sup>. Une analyse plus précise des variations observées au fil du temps aboutit cependant à un classement sectoriel différent, qui traduit sans doute les conséquences des chocs économiques et politiques qui ont touché la région entre 2009 et 2012 et de la manière dont les marchés ont évolué depuis lors (Graphique 2.8). Les flux d'IDE entrants ayant augmenté dans la plupart des huit économies après 2012, il est utile d'analyser cette évolution au cours de la période 2013-19, durant laquelle beaucoup de pays de la région ont mis en œuvre d'importantes réformes dans les domaines de l'investissement et de l'économie.

La part de l'investissement destiné au secteur des mines et des combustibles a sensiblement augmenté au cours de la période 2013-19 par rapport à la période qui a précédé la dernière crise économique (2003-08), tandis que l'investissement dans l'immobilier et la construction a vu sa part diminuer de moitié (Graphique 2.8). Le fait que le secteur des minerais et des combustibles ait été destinataire d'un plus grand pourcentage des investissements *greenfield* réalisés dans la région que les autres secteurs confirme les résultats des études qui montrent que l'IDE dans les ressources naturelles n'est quasiment pas affecté par l'instabilité politique (Burger, Ianchovichina and Rijkers, 2013<sub>[5]</sub>). L'augmentation des investissements destinés à ce secteur est en grande partie imputable à un petit nombre de projets géants : l'Égypte a ainsi attiré un investissement de 20 milliards USD dans ses gisements de gaz en mer en 2017, tandis que la Jordanie a conclu en 2013 un accord de 10 milliards USD pour la construction et l'exploitation d'une centrale nucléaire<sup>8</sup>. Des huit économies cibles, l'Égypte est systématiquement celle qui attire la plupart des investissements destinés au secteur des mines et des combustibles.

**Graphique 2.8. IDE *greenfield* dans les économies MENA examinées, par secteur**

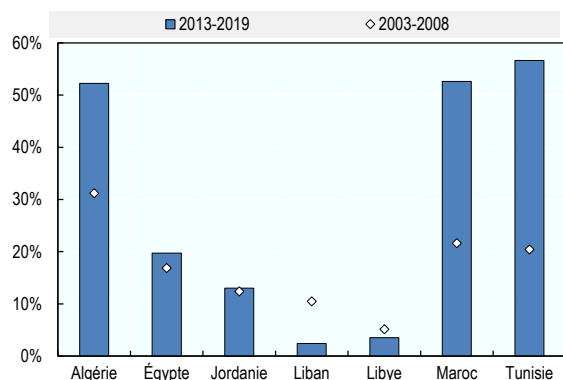


Note : Investissements en pourcentage du total des IDE *greenfield* annoncés dans les huit économies au cours des années indiquées.  
Source : Base de données fDi Markets du Financial Times.

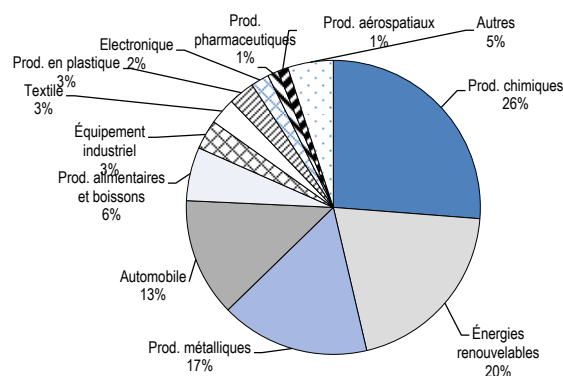
À noter que l'investissement dans le secteur manufacturier a aussi progressé ces dernières années, même s'il a plus augmenté dans certains pays que dans d'autres (Graphique 2.9). Il a connu une très forte croissance en part du total des IDE *greenfield* en Algérie, au Maroc et en Tunisie – plus de la moitié des investissements *greenfield* destinés à ces pays ces dernières années ont été réalisés dans le secteur manufacturier. Il a aussi progressé en Égypte, qui se classe en tête des IDE réalisés dans ce secteur du point de vue des dépenses d'investissement. En Algérie, l'investissement *greenfield* dans le secteur manufacturier a certes augmenté en termes relatifs, mais il a reculé en valeur absolue. Au Liban, il a reculé à la fois en valeur absolue et en termes relatifs. En Jordanie et en Libye, il n'a pas augmenté, que ce soit par rapport aux autres secteurs ou en valeur absolue.

**Graphique 2.9. IDE *greenfield* dans le secteur manufacturier a progressé ces dernières années**

A. IDE manufacturier en pourcentage de l'IDE *greenfield*



B. IDE manufacturier par branche d'activité, 2003-19



Note : A. L'Autorité palestinienne est exclue en raison de l'absence de données. B. Part de l'IDE manufacturier *greenfield* reçue par chaque branche.

Source : Base de données fDi Markets du Financial Times.

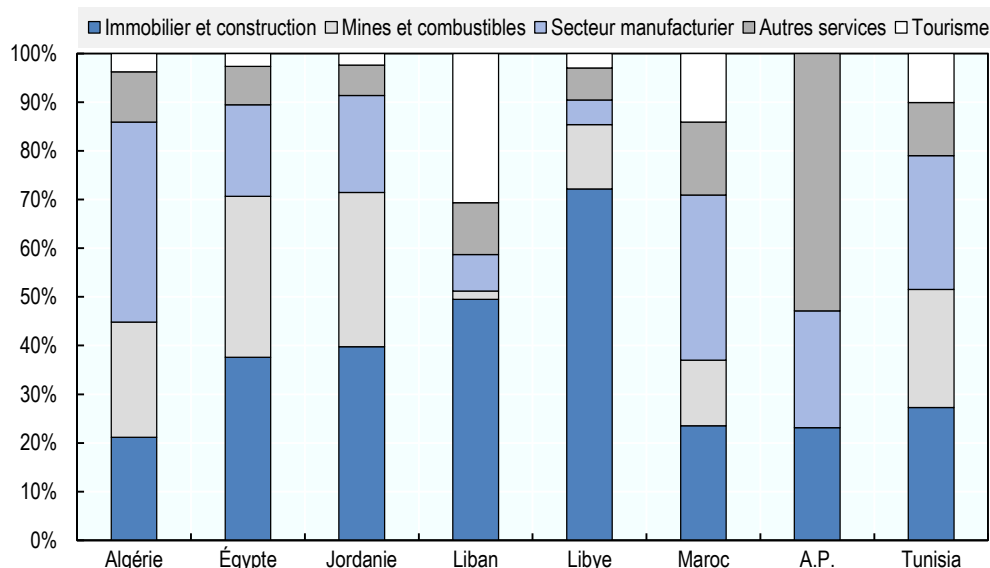
Au sein du secteur manufacturier, les investissements destinés à la région depuis 2003 ont surtout concerné les branches des produits chimiques, des énergies renouvelables, de la fabrication de produits métalliques et de la fabrication de pièces automobiles (Graphique 2.9, partie B). Ces dernières années, les énergies renouvelables sont devenues une branche plus importante du secteur manufacturier dans la région et elles ont été destinataires d'environ un tiers des IDE *greenfield* réalisés dans le secteur manufacturier depuis 2013, attirant ainsi davantage d'IDE que n'importe quelle autre branche du secteur manufacturier.

Dans la région, le secteur des services a toujours été celui qui attirait le moins d'IDE. Hors transport et entreposage, il a été destinataire de seulement 7 % des IDE *greenfield* réalisés entre 2013 et 2019. Il a néanmoins progressé dans certains cas ces dernières années, en particulier au Liban, au Maroc et en Tunisie. Au Liban, un quart des IDE réalisés ces dernières années étaient destinés aux activités de service, notamment aux activités de communication, de transport et d'entreposage, ainsi qu'aux services financiers, contre seulement 5 % avant la crise économique de 2008.

Même si la croissance de l'IDE dans le secteur manufacturier ces dernières années mérite d'être soulignée, dans la plupart des économies examinées, ce secteur n'attire pour l'heure qu'un pourcentage relativement faible de l'investissement et celui des services une part encore plus faible (Graphique 2.10). L'essentiel de l'IDE à destination de la région MENA continue de concerner des secteurs à forte intensité capitalistique. Or, ces secteurs contribuent peu aux gains de productivité et à la création d'emplois, pourtant indispensables à une croissance économique durable.

### Graphique 2.10. IDE *greenfield* par secteur et par économie de la région MENA

En pourcentage des IDE *greenfield* annoncés, 2003-19



Source : Base de données fDi Markets du Financial Times.

Le présent rapport fait valoir que l'investissement ne pourra continuer à se diversifier que si des réformes sont menées et si des solutions sont apportées pour remédier aux faiblesses des politiques d'investissement. Les chapitres suivants présentent des analyses et des recommandations à cette fin, l'objectif étant de stimuler des investissements favorables à la réalisation des objectifs de développement. Les pouvoirs publics des pays de la région MENA pourraient par exemple réévaluer les restrictions légales

qui continuent de s'appliquer aux investisseurs étrangers, en particulier dans le secteur des services (chapitre 4) et apprécier si les stratégies et instruments de promotion des investissements, notamment les mesures incitatives, sont suffisamment clairs, ciblés et cohérents par rapport aux stratégies nationales de développement (chapitres 6 et 7). Favoriser l'investissement dans les infrastructures et l'établissement de liens plus étroits entre les entreprises multinationales et locales pourrait être un moyen de favoriser la diversification géographique et sectorielle de l'IDE et de faire progresser la participation aux chaînes de valeur mondiales (chapitre 8 et 9). La suite de ce chapitre montre que que l'IDE peut aussi être mis au service du développement durable.

## Mettre l'IDE au service du développement durable

L'IDE peut apporter une contribution précieuse à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) dans les pays de la région MENA et faciliter le redressement de ces pays après la pandémie de COVID-19 et la crise économique qui en résulte. Il peut être un moyen de créer des emplois de qualité, de stimuler la croissance de la productivité et l'innovation, de développer le capital humain et d'améliorer le niveau de vie et la durabilité environnementale. Parce qu'il établit des liens entre les entreprises locales et les entreprises multinationales, il est aussi une voie d'accès aux marchés internationaux et d'intégration aux chaînes de valeur mondiales (chapitre 8).

Toutefois, mettre l'IDE au service du développement durable ne va pas de soi. La maximisation des avantages des IDE et la réduction des risques qu'ils peuvent induire ne sont pas nécessairement la préoccupation première d'investisseurs en quête de profits et de pouvoirs publics désireux d'attirer l'investissement. Bien que l'IDE puisse en principe favoriser le développement durable, il faut que les incitations adressées au secteur privé et les politiques adoptées dans les pays d'origine et d'accueil soient conçues avec soin parce qu'elles jouent un rôle déterminant dans la concrétisation de ce potentiel.

Cette partie porte sur le lien entre IDE et résultats en matière de développement durable dans la région MENA. Elle s'appuie sur les constatations reposant sur les indicateurs de qualité de l'IDE définis par l'OCDE (encadré 2.2), qui mesurent le lien entre l'IDE et cinq objectifs liés au développement durable : productivité et innovation ; emploi et qualité de l'emploi ; compétences ; égalité hommes-femmes et empreinte carbone.

### Encadré 2.2. Les indicateurs de qualité de l'IDE définis par l'OCDE

Les indicateurs de qualité de l'IDE définis par l'OCDE décrivent les liens entre l'IDE et certains aspects du développement durable dans les pays d'accueil. Leur structure reflète les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable. Les 17 ODD et leurs cibles ont fait l'objet d'une évaluation approfondie qui a permis de définir l'ensemble des qualités de l'IDE – autrement dit les domaines dans lesquels l'IDE peut favoriser la réalisation des ODD. Cette évaluation a également permis d'apprécier dans quelle mesure le Cadre d'action de l'OCDE pour l'investissement, dont les cadres et instruments connexes tels que les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et les Lignes directrices de l'OCDE pour l'investissement dans une infrastructure énergétique propre, tiennent compte de la contribution que l'IDE peut apporter à la réalisation des ODD.

Les indicateurs de qualité de l'IDE reposent sur cinq grands thèmes : productivité et innovation ; emploi et qualité de l'emploi ; compétences ; égalité hommes-femmes et empreinte carbone. Chacun de ces cinq thèmes a été décomposé en un certain nombre de dimensions, et des indicateurs les reliant à l'IDE ou à l'activité des entreprises multinationales ont été définis ; il est possible d'effectuer des comparaisons au sein d'un même thème ou entre les différents thèmes de manière à repérer les interactions potentielles.

Les pouvoirs publics peuvent, en tenant compte des spécificités nationales, utiliser ces indicateurs pour apprécier dans quelle mesure l'IDE peut les aider à atteindre les objectifs des politiques nationales et à repérer les obstacles à surmonter et les domaines dans lesquels ils doivent agir. Les indicateurs permettent aussi de faire des comparaisons entre pays et peuvent être utilisés par un pays pour se comparer à d'autres appartenant à une même région ou au même groupe de revenu afin d'identifier de bonnes pratiques et de prendre des décisions sur la base de données concrètes tout en tenant compte du contexte national.

Source : (OCDE, 2019<sup>[8]</sup>).

### ***Dans la région MENA, les secteurs qui attirent le plus l'investissement ne sont pas ceux qui créent le plus d'emplois***

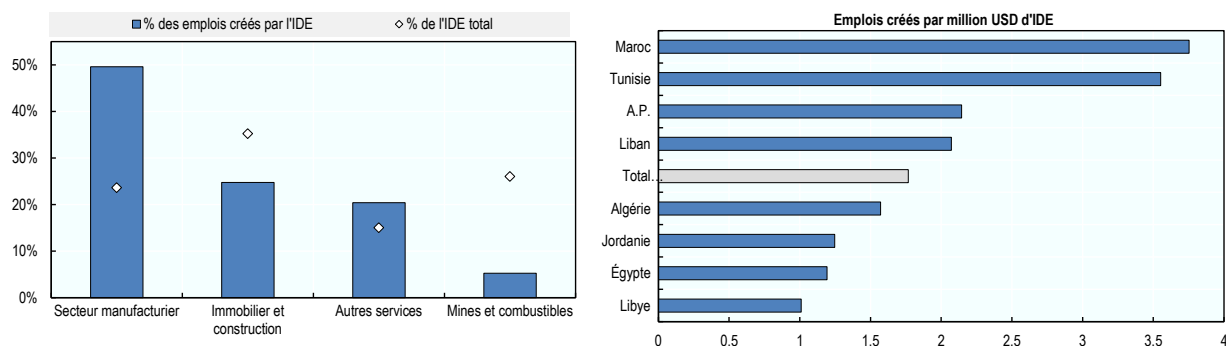
Les pays de la région MENA consacrent des ressources importantes aux mesures destinées à attirer l'investissement étranger dans l'espoir qu'il sera créateur d'emplois. Le chômage s'est en effet aggravé dans la région depuis 2011 : avant la crise du COVID-19, le taux de chômage moyen s'établissait à 14.6 % et était deux fois plus élevé parmi les jeunes (ILOSTAT, 2020<sup>[9]</sup>). La contribution de l'IDE à la création d'emplois varie en fonction de la structure économique et du niveau de développement du pays d'accueil. L'IDE dans les secteurs à forte intensité capitaliste, dont les secteurs des ressources naturelles et de l'immobilier, crée moins d'emplois par dollar investi que l'IDE dans les activités ou services à forte intensité de main-d'œuvre (OCDE, 2019<sup>[8]</sup>).

Comme décrit plus haut, les épisodes d'instabilité politique qu'ont connus beaucoup de pays de la région MENA ont influé sur la composition sectorielle de l'IDE au profit du secteur des ressources naturelles, ce qui a limité les possibilités de création d'emplois. Dans l'ensemble, l'IDE *greenfield* a plus d'impact sur l'emploi dans les pays dotés de secteurs industriels plus développés, comme le Maroc et la Tunisie, que dans ceux où les secteurs à forte intensité capitaliste, tels que celui des ressources naturelles, occupent une place dominante, comme l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie et la Libye (Graphique 2.11, partie A). Les IDE ont créé plus d'emplois dans les économies relativement petites que sont le Liban et l'Autorité palestinienne que dans le pays d'accueil moyen.

Dans les huit économies cibles, la moitié des emplois créés par les investissements *greenfield* l'ont été dans le secteur manufacturier, qui n'est pourtant destinataire que d'un quart des IDE destinés à la région (Graphique 2.11, partie B). Dans le secteur manufacturier, la branche des pièces détachées automobiles est celle qui a créé le plus d'emplois liés aux IDE, suivie par les branches du textile, des produits alimentaires et boissons et de la fabrication de produits métalliques. Ces constatations ne fournissent toutefois qu'une image partielle de l'impact des IDE sur l'emploi parce qu'elles ne tiennent compte que des investissements hors fusions et acquisitions. Elles ne rendent pas non plus compte des emplois créés ou détruits indirectement en raison des retombées de l'IDE sur d'autres entreprises. Ainsi, en Jordanie, les IDE ont eu pour effet d'évincer des entreprises locales anciennes ou de petite taille présentes dans le même secteur d'activité, mais ils ont eu des retombées positives sur l'emploi parmi les prestataires de services et les entreprises jeunes (Banque mondiale, 2015<sup>[10]</sup>).

## Graphique 2.11. L'IDE n'est pas concentré dans les secteurs offrant le plus grand potentiel de création d'emplois

Total des IDE *greenfield* annoncés au cours de la période 2003-19 dans les huit économies MENA cibles (gauche)



Note : D'après le total des IDE *greenfield* (annoncés) dans les huit économies entre 2003 et 2019. La partie A (gauche) compare les secteurs sur la base des IDE et des emplois créés (d'après le nombre total d'emploi créés par les IDE). La partie B (droite) présente une estimation du nombre d'emplois créés par million USD d'IDE dans chaque pays.

Source : Base de données fDi Markets du Financial Times.

### **L'IDE peut induire une amélioration des conditions de travail, mais dans la région MENA, il est fréquent que cette possibilité ne se concrétise pas**

La création d'emplois est certes capitale, mais la qualité des emplois est tout aussi indispensable à un développement inclusif. La rémunération est une dimension de cette qualité. En moyenne dans les pays de l'OCDE et dans beaucoup de pays non membres de l'OCDE, les filiales étrangères versent des salaires plus élevés que les entreprises locales (Graphique 2.12, partie A). La raison en est qu'elles sont souvent plus productives et plus grandes, et emploient une main-d'œuvre plus qualifiée (voir la sous-partie suivante). Toutefois, Égypte mise à part, il n'existe pas une grande différence de rémunération entre entreprises étrangères et locales dans les économies MENA cibles, ce qui confirme une constatation selon laquelle dans ces économies, les entreprises étrangères ne sont pas plus productives et n'emploient pas des travailleurs plus qualifiés que les entreprises locales (voir les sous-parties suivantes).

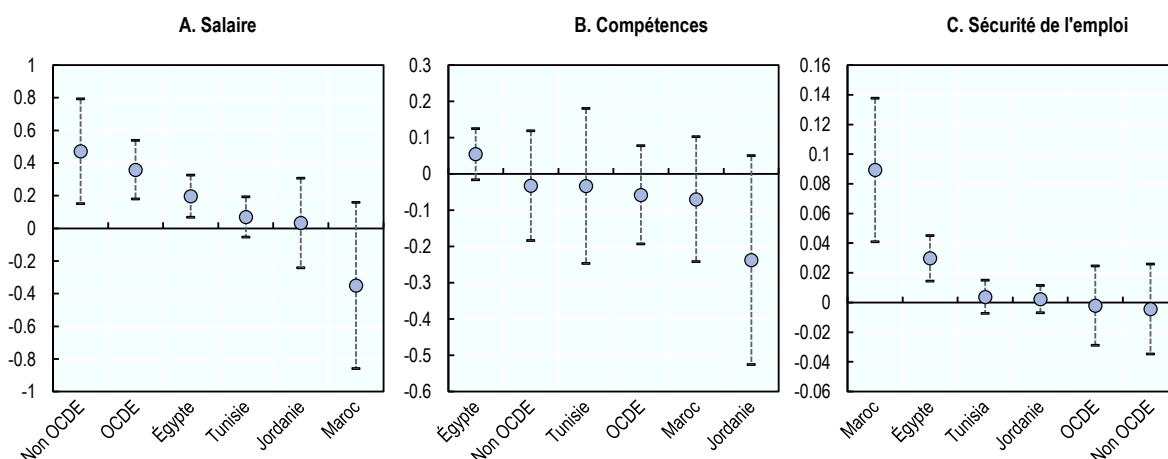
Le Maroc constitue une exception intéressante. Les entreprises multinationales y sont en moyenne plus productives, mais elles ne rémunèrent pas mieux leur personnel. Peut-être cela s'explique-t-il par le fait que ces entreprises sont principalement concentrées dans des secteurs à bas coûts de main-d'œuvre. L'autre facteur d'explication possible peut être que les entreprises multinationales sont présentes sur des marchés très concentrés et peu concurrentiels – ce qui peut donner lieu à des rentes. Dans la majorité des pays, les entreprises étrangères ne répercutent pas intégralement leur niveau de productivité plus élevé sur les salaires. En moyenne dans la zone OCDE et les pays non membres de l'OCDE, elles sont deux fois plus productives que les entreprises locales, mais les salaires qu'elles versent ne sont que 50 % plus élevés (OCDE, 2019<sup>[8]</sup>).

L'IDE est également susceptible de stimuler le renforcement des compétences dans les pays d'accueil. Les entreprises étrangères sont souvent plus avancées sur le plan technologique et recrutent en principe des travailleurs plus qualifiés que les entreprises locales présentes dans le même secteur. Tous secteurs confondus, dans la région MENA, en moyenne, elles n'emploient pas des travailleurs plus qualifiés que les entreprises locales. Ce constat vaut également dans les pays de l'OCDE et les pays non membres (Graphique 2.12, partie B). Comme souligné dans ce chapitre, dans les huit économies MENA examinées, l'IDE *greenfield* est majoritairement concentré dans des secteurs où la proportion de travailleurs qualifiés est relativement faible, notamment dans les secteurs de la construction, des mines et de l'industrie légère

(le secteur textile par exemple). En règle générale, les pays où la main-d'œuvre est abondante et les coûts salariaux relativement faibles attirent davantage d'IDE dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre et dans les branches du secteur manufacturier qui emploient une main-d'œuvre peu qualifiée. Cette situation peut aussi s'expliquer par une pénurie ou une insuffisance de main-d'œuvre disposant des compétences recherchées par les investisseurs étrangers.

### Graphique 2.12. Salaire et autres conditions de travail offerts par les entreprises étrangères et locales

Les entreprises étrangères sont-elles plus performantes que leurs homologues locales (la réponse est affirmative si le score est supérieur à 0)



Note : Les graphiques comprennent des intervalles de confiance qui indiquent que les résultats sont statistiquement significatifs au seuil de 95 %. Si l'intervalle de confiance croise la ligne tracée à partir du point 0, la différence entre entreprises étrangères et locales n'est pas statistiquement significative. La sécurité de l'emploi est mesurée par la part de travailleurs titulaires d'un contrat à durée indéterminée. Pour de plus amples informations, voir OCDE (2019a).

Source : D'après OCDE (2019a) et les enquêtes de la Banque mondiale sur les entreprises portant sur l'Égypte (2020), la Jordanie (2019), le Maroc (2019) et la Tunisie (2020). L'indicateur des salaires utilisé pour la Jordanie repose sur l'édition 2013 de l'enquête.

Attirer l'IDE dans des secteurs peu qualifiés n'est pas nécessairement une mauvaise chose parce qu'il arrive que les entreprises étrangères développent et améliorent les compétences des travailleurs dans les secteurs en question. Elles peuvent par exemple contribuer au renforcement des compétences à travers la formation en cours d'emploi. Certains pays de la région MENA ont mis en place des incitations fiscales ou financières à destination des entreprises qui offrent des formations (voir le chapitre 7, consacré aux incitations à l'investissement). Il ressort d'un examen des pays de la région pour lesquels des données sont disponibles qu'en Égypte, en Jordanie et en Tunisie, les entreprises étrangères n'offrent pas nettement plus de formation continue que leurs homologues locales, phénomène que l'on observe également dans d'autres pays en voie de développement (OCDE, 2019<sup>[8]</sup>).

D'autres aspects que le salaire sont aussi essentiels pour la qualité de l'emploi. C'est par exemple le cas de la sécurité de l'emploi ou de la santé au travail – cette dernière dimension revêt une importance encore plus grande depuis le déclenchement de la pandémie de Covid-19. Tous pays confondus, les entreprises étrangères font en général plus souvent appel à des travailleurs temporaires que les entreprises locales (Graphique 2.12, partie C). Ce phénomène est cependant moins marqué dans certaines économies de la région MENA, en particulier au Maroc et en Égypte, où les entreprises étrangères recourent davantage à des contrats à durée indéterminée que les entreprises locales. En règle générale, un plus grand recours au travail temporaire peut être le signe que les entreprises multinationales sont surtout présentes dans



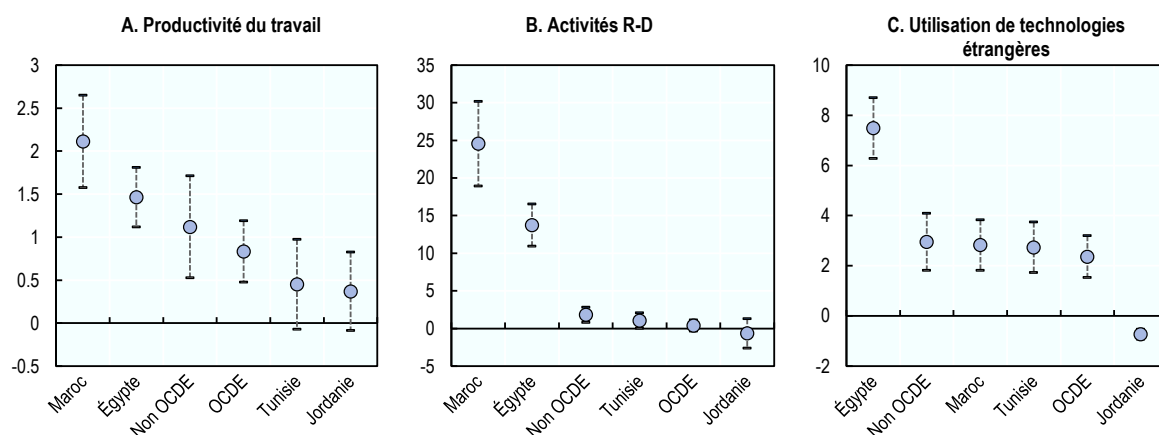
des secteurs relativement sensibles aux fluctuations des échanges mondiaux ou relèvent de régimes spéciaux prévoyant des règles plus souples en matière de protection de l'emploi, par exemple dans les zones économiques spéciales.

### ***L'IDE peut accroître la productivité, mais les entreprises étrangères présentes dans la région MENA ne sont pas toujours plus productives***

Les entreprises étrangères sont en moyenne plus productives et plus innovantes que les entreprises locales (Graphique 2.13), ce qui n'est guère surprenant étant donné que leurs filiales sont en général plus grandes et apportent avec elles des technologies avancées et un savoir-faire en matière de gestion. Il en va ainsi en Égypte et au Maroc, où les entreprises étrangères affichent une productivité du travail nettement plus élevée que les entreprises locales. Elles mènent également plus d'activités de recherche et développement (partie B) et ont davantage recours à des technologies étrangères dans leurs processus de production (partie C). En revanche, en Jordanie et en Tunisie, les entreprises étrangères ne sont pas réellement plus productives et plus innovantes que leurs homologues locales.

### **Graphique 2.13. Performances des entreprises étrangères et nationales en matière de productivité et d'innovation**

Les entreprises étrangères sont-elles plus performantes que leurs homologues locales (la réponse est affirmative si le score est supérieur à 0)



Note : Les graphiques comprennent des intervalles de confiance qui indiquent que les résultats sont statistiquement significatifs au seuil de 95 %. Si l'intervalle de confiance croise la ligne tracée à partir du point 0, la différence entre entreprises étrangères et locales n'est pas statistiquement significative. Pour de plus amples informations, voir OCDE (2019a).

Source : D'après OCDE (2019a) et les enquêtes de la Banque mondiale sur les entreprises portant sur l'Égypte (2020), la Jordanie (2019), le Maroc (2019) et la Tunisie (2020). L'indicateur de la productivité utilisé pour la Jordanie repose sur l'édition 2013 de l'enquête.

Dans certains cas, l'absence de supériorité des entreprises étrangères en matière de productivité s'explique par leur concentration dans des secteurs où la productivité est faible. Dans d'autres, elle peut être due au fait que dans certains secteurs, certaines entreprises locales (entreprises publiques ou entreprises liées) bénéficient d'avantages non négligeables, de mesures de protection du marché et de rentes (OCDE, 2020<sub>[11]</sub>)<sup>9</sup>. Ainsi, en Tunisie, avant 2011, 64 % des entreprises liées au pouvoir politique exerçaient leur activité dans des secteurs dans lesquels des restrictions à l'IDE étaient applicables, contre seulement 36 % des entreprises non liées au pouvoir politique (Banque mondiale, 2015<sub>[10]</sub>).

Une plus forte productivité des entreprises étrangères est certes une bonne chose pour les pays d'accueil, mais l'existence d'écart trop grands entre entreprises étrangères et nationales pourrait aussi entraver l'établissement de liens et le transfert de connaissances entre entreprises multinationales et entreprises

locales (voir le chapitre 8 sur les liens entre les PME et les entreprises étrangères). Tel pourrait être le cas au Maroc, où les géants mondiaux de l'automobile et de l'aéronautique n'ont établi que des liens partiels avec les PME locales. L'existence d'importants écarts de productivité pourrait aussi évincer les concurrents nationaux du marché.

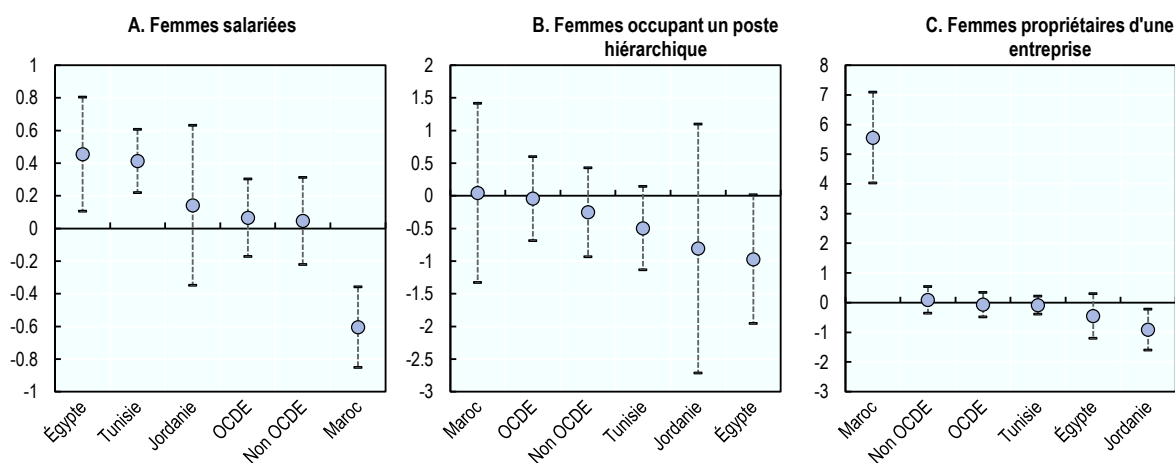
### ***Dans la région MENA, les entreprises étrangères font généralement mieux que leurs homologues locales s'agissant des indicateurs d'égalité entre hommes et femmes***

Dans la région, les femmes sont confrontées à des difficultés particulières en matière d'activité et d'accès à des emplois décents. En moyenne dans les économies MENA examinées, le taux de chômage féminin est supérieur de 12 points au taux de chômage global et l'écart de taux de chômage entre hommes et femmes est supérieur de neuf points à la moyenne mondiale (ILOSTAT, 2020<sup>[9]</sup>).

L'IDE pourrait influencer sur l'égalité entre les sexes dans les pays d'accueil s'il modifie la demande relative de main-d'œuvre féminine. Toutefois, dans la plupart des économies, il est concentré dans des secteurs qui emploient peu de femmes et où l'écart salarial entre hommes et femmes est grand – comme les secteurs de la construction, de la finance et des transports. Dans le secteur manufacturier, l'IDE est néanmoins parfois corrélé positivement avec l'emploi des femmes, en particulier dans les pays où les secteurs du textile et des produits alimentaires, qui emploient généralement davantage de femmes, occupent une place importante. Tel est le cas en Égypte et en Tunisie, où la proportion de femmes est beaucoup plus élevée dans les entreprises étrangères que dans les entreprises locales (Graphique 2.14, partie A). Travailler dans des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre et à faible valeur ajoutée a certes permis aux femmes d'être plus représentées sur le marché du travail, mais pourrait les condamner à occuper des postes peu qualifiés et mal rémunérés et perpétuer ainsi la ségrégation entre les hommes et les femmes sur le marché du travail.

### **Graphique 2.14. Performances des entreprises étrangères et nationales en matière d'égalité entre hommes et femmes**

Les entreprises étrangères sont-elles plus performantes que leurs homologues locales (la réponse est affirmative si le score est supérieur à 0)



Note : Les graphiques comprennent des intervalles de confiance qui indiquent que les résultats sont statistiquement significatifs au seuil de 95 %. Si l'intervalle de confiance croise la ligne tracée à partir du point 0, la différence entre entreprises étrangères et locales n'est pas statistiquement significative. La sécurité de l'emploi est mesurée par la part de travailleurs titulaires d'un contrat à durée indéterminée. Pour de plus amples informations, voir OCDE (2019a).

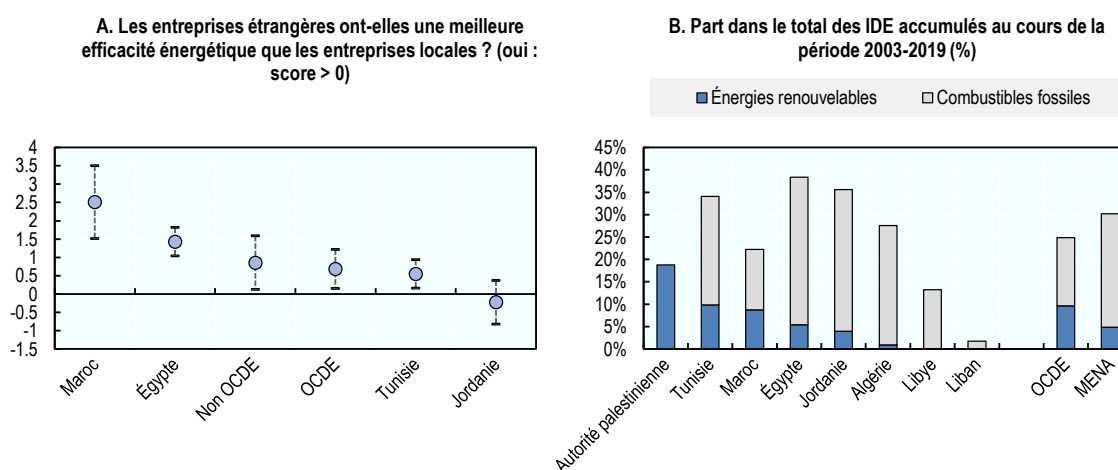
Source : D'après OCDE (2019a) et les enquêtes de la Banque mondiale sur les entreprises portant sur l'Égypte (2020), la Jordanie (2019), le Maroc (2019) et la Tunisie (2020).

Les investisseurs étrangers peuvent aussi exercer une influence sur les possibilités d'évolution de carrière qui s'offrent aux femmes dans les pays d'accueil. Les pratiques en matière d'emploi dépendent parfois de la culture d'entreprise, et il est possible que les entreprises originaires de pays relativement égalitaires encouragent les entreprises locales à s'inspirer de leurs pratiques pour attirer et fidéliser des talents féminins. Pour les pays de la région MENA comme pour d'autres, les données laissant penser que les entreprises étrangères font mieux que leurs homologues locales en matière de progression de carrière des femmes ne sont pas concluantes (Graphique 2.14, parties B et C). Le Maroc est le seul pays où les entreprises étrangères du secteur manufacturier sont plus souvent détenues par des femmes que les entreprises locales. Ce constat pourrait aussi s'expliquer par les normes qui ont cours dans le pays d'accueil en matière culturelle et de travail, si bien que davantage d'informations sur le contexte sont nécessaires pour évaluer dans quelle mesure l'IDE améliore (ou dégrade) la situation des femmes sur le marché du travail (OCDE, 2019<sup>[8]</sup>).

### **Les entreprises étrangères font généralement mieux que leurs homologues locales en matière d'efficacité énergétique**

L'IDE peut également influencer sur l'empreinte carbone des pays d'accueil, par exemple s'il accroît l'activité économique ou en modifie la structure, favorise l'adoption de nouvelles technologies permettant d'économiser l'énergie et influe sur le recours à des sources d'énergie non polluantes. Dans la plupart des pays, l'IDE est concentré dans les secteurs les moins émetteurs de carbone (OCDE, 2019<sup>[8]</sup>). Tel est par exemple le cas au Maroc et en Tunisie. De même, les IDE sont généralement plus nombreux dans les secteurs dont l'efficacité énergétique, mesurée d'après la consommation d'électricité et de chauffage, est meilleure. Ces constats ne valent cependant pas nécessairement pour les pays dont l'économie repose en grande partie sur les énergies fossiles. En dehors des combustibles, la région MENA est riche en minerais non combustibles. L'Algérie, le Maroc, la Tunisie et la Jordanie assurent par exemple plus de 60 % de la production mondiale de phosphate.

### **Graphique 2.15. Efficacité énergétique des entreprises étrangères et nationales et IDE dans les énergies renouvelables**



Note : Les graphiques comprennent des intervalles de confiance qui indiquent que les résultats sont statistiquement significatifs au seuil de 95 %. Si l'intervalle de confiance croise la ligne tracée à partir du point 0, la différence entre entreprises étrangères et locales n'est pas statistiquement significative. Pour de plus amples informations, voir OCDE (2019a).

Source : D'après OCDE (2019a) et les enquêtes de la Banque mondiale sur les entreprises portant sur l'Égypte (2020), la Jordanie (2013), le Maroc (2019) et la Tunisie (2020).

Il semble également que les entreprises étrangères aient une meilleure efficacité énergétique que les entreprises locales. L'IDE pourrait donc conduire à des améliorations de l'efficacité énergétique, qui pourraient être amplifiées si les technologies permettant des économies d'énergie étaient diffusées aux entreprises locales. Dans la région MENA les entreprises étrangères sont nettement plus performantes en matière d'efficacité énergétique en Égypte, au Maroc et en Tunisie ; ce n'est en revanche pas le cas en Jordanie (Graphique 2.15, partie A). Le contexte économique local ou des caractéristiques des politiques publiques ou ces deux facteurs pourraient expliquer la différence observée entre les deux groupes de pays (voir le chapitre 9 relatif à l'investissement dans les infrastructures).

Malgré ces indicateurs positifs, les sources d'énergie fossiles attirent davantage d'IDE que les énergies renouvelables, et la différence est plus marquée que dans la zone OCDE (Graphique 2.15, partie B). La région MENA est également celle où l'IDE dans les énergies renouvelables est le plus faible en part de l'investissement total. Il n'y a là rien de surprenant compte tenu de la place qu'occupent les énergies fossiles dans plusieurs économies de la région. La part des investissements dans les énergies renouvelables est cependant plus élevée dans les pays qui ne sont pas exportateurs d'énergies fossiles, comme le Maroc et la Tunisie.

## Références

- ASEAN (2018), *ASEAN Statistical Highlights 2018*, <https://www.aseanstats.org/wp-content/uploads/2018/10/ASEAN-Statistical-Highlights-2018.pdf>. [13]
- Banque mondiale (2020), *MENA Economic Update: Trading Together, Reviving Middle East and North Africa Regional Integration in the Post-COVID Era*, World Bank, Washington, DC, <https://www.worldbank.org/en/region/mena/publication/mena-economic-update-trading-together-reviving-middle-east-and-north-africa-regional-integration-in-the-post-covid-era> (accessed on 11 February 2021). [18]
- Banque mondiale (2015), *Jobs or Privileges: Unleashing the Employment Potential of the Middle East and North Africa*, Banque mondiale, Washington D.C. [10]
- Burger, M., E. Ianchovichina and B. Rijkers (2013), "Risky Business Political Instability and Greenfield Foreign Direct Investment in the Arab World", *Document de travail de recherche sur les politiques*, No. WPS 6716, Groupe de la Banque mondiale, Washington D.C., <http://documents.worldbank.org/curated/en/450971468110956873/Risky-business-political-instability-and-greenfield-foreign-direct-investment-in-the-Arab-world> (accessed on 13 March 2020). [5]
- Cammett, M. et al. (2013), *A Political Economy of the Middle East*, Routledge, London, <https://www.routledge.com/A-Political-Economy-of-the-Middle-East-4th-Edition/Cammett-Diwan-Richards-Waterbury/p/book/9780813349381> (accessed on 13 December 2018). [12]
- CNUCED (2020), *World Investment Report 2020: International Production Beyond the Pandemic*, Publications des Nations Unies, New York. [3]
- ILOSTAT (2020), *International Labour Statistics*, <https://ilostat.ilo.org/fr/>. [9]
- Kireyev, A. et al. (2019), *L'intégration économique du Maghreb : Une source de croissance inexploitée*, Document du Département Moyen-Orient et Asie centrale n°19/01, <https://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:N2zTDXwfh80J:https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/DP/2019/French/EIMUSGFA.ashx+&cd=1&hl=fr&ct=clnk&gl=fr> (accessed on 13 August 2020). [7]

- OCDE (2020), *Examen par l'OCDE des statistiques d'investissement directs internationaux : Tunisie*, OCDE Paris, <https://www.oecd.org/investment/Examen-par-l%E2%80%99OCDE-des-statistiques-d%E2%80%99investissement-droits-internationaux-Tunisie.pdf>. [4]
- OCDE (2020), *FDI in Figures: octobre 2020*, OCDE, <http://www.oecd.org/investment/investment-policy/FDI-in-Figures-October-2020.pdf> (accessed on 8 December 2020). [1]
- OCDE (2020), *OECD Investment Policy Reviews: Egypt 2020*, OECD Investment Policy Reviews, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9f9c589a-en>. [11]
- OCDE (2020), *OECD Review of Foreign Direct Investment Statistics: Egypt*, <http://www.oecd.org/investment/OECD-Review-of-Foreign-Direct-Investment-Statistics-Egypt.pdf>. [15]
- OCDE (2020), *OECD Review of Foreign Direct Investment Statistics: Jordan*, <http://www.oecd.org/investment/OECD-Review-of-Foreign-Direct-Investment-Statistics-Jordan.pdf>. [16]
- OCDE (2020), *OECD Review of Foreign Direct Investment Statistics: Tunisia*, <http://www.oecd.org/investment/OECD-Review-of-Foreign-Direct-Investment-Statistics-Tunisia.pdf>. [17]
- OCDE (2019), *FDI Qualities Indicators: Measuring the sustainable development impacts of investment*, OCDE Paris, <http://www.oecd.org/fr/investissement/fdi-qualities-indicators.htm>. [8]
- OCDE (2018), *Examen des statistiques d'investissements directs internationaux au Maroc*, <http://www.oecd.org/investment/Report-on-FDI-statistics-of-Morocco-FR.pdf>. [14]
- OCDE (2018), *OECD Investment Policy Reviews: Southeast Asia*, <https://www.oecd.org/investment/oecd-investment-policy-review-southeast-asia.htm>. [2]
- OCDE (2018), *Trends in trade and investment policies in the MENA region*, OCDE, <http://www.oecd.org/mena/competitiveness/WGTI2018-Trends-Trade-Investment-Policies-MENA-Nasser-Saidi.pdf> (accessed on 13 August 2020). [6]

## Notes

<sup>1</sup> Voir, entre autres, (OCDE, 2020<sub>[11]</sub>), (Cammatt et al., 2013<sub>[12]</sub>), (Burger, Ianchovichina and Rijkers, 2013<sub>[5]</sub>).

<sup>2</sup> Données issues de la base de données du FMI sur la balance des paiements et de la base de données de l'OCDE sur les statistiques de l'IDE.

<sup>3</sup> Voir les examens des statistiques de l'IDI de la Jordanie, de la Tunisie, du Maroc et de l'Égypte pour une évaluation approfondie des méthodes statistiques employées dans ces pays (OCDE, 2020<sub>[16]</sub>), (OCDE, 2020<sub>[17]</sub>), (OCDE, 2018<sub>[14]</sub>), (OCDE, 2020<sub>[15]</sub>).

<sup>4</sup> Les données relatives aux investissements *greenfield* citées dans ce chapitre proviennent de la base de données fDi Markets du Financial Times. Cette base de données contient des informations sur le pays d'origine de tous les projets d'investissements, établi d'après le lieu d'implantation du siège de la société mère. Ces données diffèrent de celles sur l'IDE *greenfield* recueillies selon la BMD4.

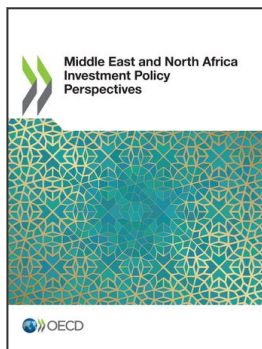
<sup>5</sup> A l'exception d'un très important investissement chinois en Égypte et d'un investissement russe de 30 milliards USD dans le secteur gazier égyptien en 2017 (qui sont les deux seuls investissements supérieurs à 10 milliards USD effectués au cours des cinq années écoulées), l'Europe est la région qui a effectué le plus d'investissements *greenfield* ces dernières années dans les huit économies cibles.

<sup>6</sup> Les données pour les huit économies résultent de calculs effectués par l'auteur à partir de données de la base COMTRADE se rapportant à 2017 (dernière année pour laquelle des données sont disponibles pour la plupart des économies), sauf pour la Libye, pour laquelle les données utilisées se rapportent à 2016 (dernière année pour laquelle des données sont disponibles). Le total des échanges de biens correspond à la somme des exportations et des importations. Les données relatives à la CEDEO correspondent à la part moyenne sur la période 2016-18 (Banque mondiale, 2020<sub>[18]</sub>) et celles relatives à l'ASEAN se rapportent à 2017 (ASEAN, 2018<sub>[13]</sub>).

<sup>7</sup> D'après les IDE *greenfield* annoncés au cours de la période 2000-16, tels qu'enregistrés dans la base de données fDi Markets du Financial Times.

Les indicateurs de qualité de l'IDE fournissent une moyenne, calculée entre plusieurs secteurs, de la productivité supplémentaire enregistrée ; il est donc possible qu'une productivité plus forte soit enregistrée dans des secteurs où les distorsions du marché sont plus faibles.

<sup>8</sup> Le projet de centrale nucléaire est comptabilisé dans la rubrique charbon, pétrole et gaz naturel.



Extrait de :  
**Middle East and North Africa Investment Policy Perspectives**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/6d84ee94-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2021), « Tendances de l'investissement étranger et retombées sur le développement durable », dans *Middle East and North Africa Investment Policy Perspectives*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/6ead5c4e-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.